

Convictions

Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



n° 52 - mars 2023

Le documentaire de Jean-Michel Djian sur Michel Rocard a rencontré un vif succès



Plus de trois cents participants se pressaient le 27 mars à l'Institut du Monde arabe pour assister à l'avant-première du documentaire que Jean-Michel Djian a consacré à Michel Rocard : "Moi, Michel Rocard, j'irai dormir en Corse". Parmi eux, de nombreux compagnons de route de Michel Rocard, à différentes époques de son parcours, des responsables socialistes qui l'avaient les uns soutenu, les autres combattu, un ancien Président de la République (F. Hollande) et trois anciens Premiers ministres (Jean-Marc Ayrault, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve), des personnalités du monde des arts ou des médias. Après l'accueil par Jack Lang, président de l'IMA, puis la présentation de la genèse du film et de son inspiration par le réalisateur, la productrice, le représentant de France

Télévisions, après aussi les témoignages de Jean-Pierre Darroussin (qui lit dans le film la lettre d'adieu de Michel Rocard) et de Sylvie Rocard, tous les spectateurs ont retrouvé avec émotion Michel Rocard à travers un récit qui a moins pour finalité de raconter son oeuvre politique que de chercher à approcher la vérité d'un homme, soucieux de "parler vrai", d'anticipation, de conviction et de justice. Plusieurs représentants de l'association, comme Sylvie Hubac, Alain Bergounioux, Pierre-Emmanuel Guigo mais aussi Jean-Paul Huchon, apportent également un éclairage précieux sur sa personnalité.

Le film sera projeté sur France 3 Corse le 2 mai, disponible sur la plate-forme de France Télévisions à partir du mois de mai, et sur France 3 dans la deuxième quinzaine de mai.

Des projections avec débat peuvent aussi être programmées en région si certains se proposent pour les organiser (prendre contact avec l'association). Une première rencontre est prévue à Rennes début mai.

+ *Compte rendu du "Point" sur la soirée du 27 mars*

Geneviève Poujol s'en est allée



Le jour même où était projeté en avant-première le documentaire consacré à Michel Rocard, Geneviève Poujol, sa première épouse, s'éteignait à Paris. Issue d'une vieille famille protestante cévenole et engagée dans la Résistance, Geneviève Poujol, née en 1930, était cheftaine d'une troupe d'éclaireuses

unionistes et avait dix-neuf ou vingt ans lors qu'elle fait la connaissance de Michel Rocard, lui aussi chef d'une troupe d'éclaireurs relevant de la paroisse protestante du Luxembourg. Les camps scouts en commun les rapprochent, tout comme le militantisme à l'UNEF à la faculté de droit, et ils se marient en 1954, à Vebron, dans le village qui est son berceau familial. De cette union naissent deux enfants : Sylvie, en 1956, et Francis, en 1957. En 1959, elle accompagne Michel Rocard en Algérie, lors de cette affectation qui donnera lieu au fameux rapport sur les camps de regroupement. Au retour, ils militent ensemble au PSU, où elle sera très active dans la commission « femmes », engagée sur les questions du travail féminin et de la contraception, respectée par les militants pour elle-même, indépendamment du secrétaire national dont elle partage alors la vie.

En 1968, elle vit douloureusement la séparation d'avec Michel Rocard et peu après, reprend des études universitaires en sociologie et, à l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi, devient une experte reconnue sur les sujets de l'éducation populaire ou de l'animation socio-culturelle. Un ouvrage : *Un engagement à l'épreuve de la théorie. Itinéraires et travaux de Geneviève Poujol*, lui a été consacré aux éditions L'Harmattan en 2008. En 2016, lors du décès de Michel Rocard, elle s'était confiée à David Le Bailly, de *l'Obs*, dans un article consultable sur notre site.

A son fils Francis, à sa famille et à ses enfants, ainsi qu'aux enfants de sa fille Sylvie disparue en 2005, nous adressons nos condoléances très sincèrement attristées.

+ *2016 : Geneviève Poujol évoque Michel Rocard*

+ *Un engagement à l'épreuve de la théorie. Itinéraires et travaux de Geneviève Poujol.*

**J'apporte
mon soutien
financier à
l'association**

MichelROCARD.org

Paiement en ligne possible
Vous recevrez un reçu fiscal
(66% de crédit d'impôt)

**Disparition de Marie-Thérèse Join-Lambert, ancienne
conseillère sociale de Michel Rocard**



C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès, à l'âge de 87 ans, de Marie-Thérèse Join-Lambert, ancienne conseillère sociale au cabinet de Michel Rocard à Matignon. Cheffe du service des affaires sociales du Commissariat général du Plan au début des années 1980, elle fût un temps chargée de mission au cabinet de Pierre Mauroy en 1981, avant de rejoindre l'inspection générale des affaires sociales. En 1988, Michel

Rocard l'appelle à son cabinet et lui confie notamment la délicate mission de piloter la mise en oeuvre, sans délai, du Revenu minimum d'insertion. Par la suite, elle participera au Haut conseil à l'intégration et présidera l'Observatoire national de pauvreté et de l'exclusion sociale : spécialiste reconnue des questions liées au chômage, au retour à l'emploi et à l'insertion, elle publiera de nombreux rapports sur ces sujets. Elle était grand officier de la Légion d'honneur. Ceux qui l'ont cotoyée au cabinet de Matignon se souviennent avec émotion de sa profonde humanité, de sa bienveillance conjuguée avec de fermes convictions, de sa simplicité et de sa distinction. Ils adressent à sa famille et à ses proches leurs très sincères condoléances.

Après le film, le livre



Après avoir fait le portrait en images de Michel Rocard dans son documentaire "Moi, Michel Rocard, j'irai dormir en Corse", Jean-Michel Djian explore désormais la figure du dirigeant politique et de l'homme d'Etat dans un livre à paraître début mai aux éditions du Cherche-Midi : "Rocard, l'enchanteur désenchanté". Il raconte "un universaliste engagé qui en veut à tous ceux qui, au sommet de l'État ou dans les médias, ne cherchent plus à comprendre la complexité dumonde ni à agir au nom de l'intérêt supérieur de l'humanité."

Ceci n'est pas un poisson d'avril



Sur le site

Deux nouveaux livres de Michel Rocard en ligne sur notre site

Deux nouveaux livres de Michel Rocard peuvent désormais être consultés en ligne sur notre site : **"Questions à l'Etat socialiste"**, publié en 1972, mis en ligne avec l'aimable autorisation des éditions Stock. Dans cet ouvrage, Michel Rocard questionnait les rapports de pouvoir et les institutions de ce que l'on appelait alors le "socialisme réel" : "Le socialisme est l'espérance collective la plus puissante qui ait jamais remué notre planète. C'est aussi la référence dont se recommandent des régimes politiques qui gouvernent 1 300 000 000 d'hommes et des partis qui en représentent quelques dizaines de millions d'autres. Quel rapport y a-t-il entre ces institutions et cette espérance ? L'État et le mouvement socialiste tels qu'ils existent pratiquement, tels qu'on peut les connaître à la lumière de leurs expériences du pouvoir, correspondent-ils à ce que peut-être aujourd'hui le projet socialiste dans un pays développé comme le nôtre, un de ces pays d'Occident jusque-là rétifs ?"

"Éthique et démocratie", publié en 1996, mis en ligne avec l'aimable autorisation des éditions Labor & Fides. Qu'est-ce que l'éthique et comment l'articuler à la démocratie ? Dans cet essai qui reprend une conférence prononcée à Genève lors de l'inauguration de l'Institut romand d'éthique en 1996, Michel Rocard explore la démocratie dans ses modes d'organisation, ses finalités et sa marche quotidienne.

29 Septembre 2000



Une production
CABAROC

Michel Rocard, qui avait la courtoisie en horreur, avait trouvé plutôt amusante la création au début des années 80, par ses anciens et actuels collaborateurs de l'association "CABAROC" et il ne se faisait pas prier pour participer à ses activités, matches de foot dans l'Eure ou banquets amicaux dans les Hauts-de-Seine à une époque, compétition de tennis, pétanque ou cueillette des champignons dans les Yvelines plus tard... Il gardait de son adolescence chez les éclaireurs unionistes un penchant affirmé pour cette camaraderie décontractée, où le sérieux était de ne pas se prendre trop au sérieux. Y compris lorsque ces rencontres

tournaient à l'autodérision : le 29 septembre 2000, un peu plus d'un mois après l'anniversaire effectif - quelle idée aussi de naître pendant les vacances d'été ! -, CABAROC avait célébré les 70 ans de Michel Rocard avec faste et humour. Pour l'occasion, une petite vidéo avait été réalisée : "Michel ou le paradoxe du rocardien", parodie des Shadoks à laquelle Claude Piéplu avait bien voulu prêter sa voix inimitable. Nous l'avons retrouvée et sommes heureux de pouvoir la mettre en ligne sur le site pour la partager avec vous.

+ ["Michel ou le paradoxe du rocardien"](#)

+ [Michel Rocard et la caricature](#)

Visitez le site
MichelROCARD.org

SUIVEZ-NOUS



Parcours rocardien

L'aventure du renouveau du service public, par Sylvie François



Lorsque je suis entrée au Parti Socialiste en 1977, je voulais militer, participer aux débats internes. Je me méfiais des courants que je voyais comme des organisateurs de batailles internes contre-productives. Comme tant d'autres, j'aspirais au changement social et le PS, par son histoire et par l'ensemble de ses responsables, me paraissait le seul capable de le faire advenir.

Quand la gauche arrive au pouvoir en mai 1981, je n'étais donc pas encore rocardienne.

Très vite, j'ai la chance de participer à l'action gouvernementale en rejoignant le cabinet de Georgina Dufoix puis celui de Pierre Bérégovoy au ministère des affaires sociales, et en devenant ensuite la directrice de cabinet de Roland Carraz au ministère de l'enseignement technique et professionnel.

Dans ces postes, j'ai pu faire aboutir de nombreuses réformes. Mais j'ai pu aussi observer de près comment fonctionnaient François Mitterrand et ses ministres. Et j'ai vu que le cynisme tactique pouvait conduire à la proportionnelle, alors que tous ceux qui l'ont voulue savaient qu'elle ouvrait la porte au Front national.

Et j'ai compris ce qui faisait de Michel Rocard un homme politique

d'exception et un grand homme d'Etat : ses convictions forgées dans l'action et la réflexion, toujours enrichies par des dialogues passionnés avec tous ceux qu'il rencontrait, sa volonté de comprendre la complexité du monde pour mieux résoudre les problèmes et sa capacité à construire une gauche du réel, ambitieuse, éthique et efficace. Je m'engage alors dans la réflexion et l'action au sein du courant rocardien. Je participe à des réunions organisées par Michel Rocard et son équipe rapprochée. Je me souviens de discussions ardentes sur l'éducation et la lutte contre les inégalités de formation. Le projet de crédit formation en découlera. Je le porterai quelques années plus tard comme secrétaire nationale à l'éducation et à la recherche du Parti socialiste. Il sera mis en œuvre par François Hollande lorsqu'il devient Président. Malheureusement il en oubliera le volet justice sociale. Et son successeur ne pensera évidemment pas à corriger cet oubli... Il ne suffit pas d'invoquer Michel Rocard pour lui ressembler.

Après les élections législatives de 1988, Robert Chapuis devient ministre de l'enseignement technique et professionnel et me propose la direction de son cabinet. Nous pourrions ensemble poursuivre et amplifier la promotion de l'enseignement professionnel initiée par la création du baccalauréat professionnel en 1985. Tout en négociant la revalorisation des salaires des enseignants du technique et la transformation des conditions d'exercice de leur métier. L'accord signé avec le SNETAA sera le premier accord de revalorisation et... le seul de ce type.

Jean Paul Huchon me demande alors de rejoindre Matignon pour suivre le dossier du renouveau du service public. J'avais, avant 1981, participé à un cercle de réflexion sur le sujet (l'association Services Publics) et ses enjeux étaient passionnants . Et puis le projet de Michel Rocard était novateur et ambitieux. Il voulait que l'Etat et les services publics soient capables d'assurer avec équité et efficacité leurs missions de garants des valeurs républicaines, de défenseurs de l'intérêt général et de promoteurs du progrès économique et social. Il jugeait que ce n'était pas le cas. Et d'abord parce que les fonctionnaires avaient été trop souvent négligés, voire oubliés ou injustement critiqués. Il pensait que, pour réussir, il fallait d'abord les convaincre que les services publics pouvaient être efficaces et reconnus comme tels, et qu'ils pouvaient être acteurs à part entière des évolutions à mettre en œuvre. Il voulait restaurer la dignité des serviteurs de l'Etat et des collectivités publiques, créer les conditions juridiques et matérielles d'une prise de responsabilité effective par le plus grand nombre d'entre eux, en matière de décision comme d'exécution.

Le chantier était vaste : rénovation des relations du travail, développement des responsabilités, refonte de la gestion du personnel, transformation des règles financières et comptables des administrations, redéfinition concertée des missions et des conditions d'exécution des services publics, évaluation des politiques publiques. D'aucuns auraient jugé que c'était mission impossible. Pas Michel Rocard. En trois ans il a engagé une rénovation complète du fonctionnement de l'Etat. Les projets de service et les centres de responsabilité s'étaient multipliés. Des règles financières et comptables qui bloquaient toute modernisation avaient été profondément transformées. Des accords novateurs avaient été signés avec les organisations syndicales de fonctionnaires (refonte complète de la grille de la fonction publique, formation continue des fonctionnaires ...). L'évaluation des politiques publiques avait été lancée avec notamment la création du Conseil scientifique de l'évaluation des politiques publiques. Le "retour collectif de modernisation" s' était mis en place : un service qui avait réussi, par une réorganisation ou un changement de méthodes de travail, à améliorer le service rendu aux usagers tout en réduisant ses coûts pouvait profiter d'une partie du gain net ainsi réalisé et l'utiliser soit pour une rétribution complémentaire des fonctionnaires du service, soit pour l'amélioration des conditions de travail ou même des emplois supplémentaires pour des tâches nouvelles Le tout dans le cadre d'une négociation avec les organisations syndicales et d'une discussion avec les agents concernés. En évoquant le "retour collectif de modernisation", je ne peux m'empêcher de sourire car ce nom est devenu un exemple du « parler complexe » de Michel Rocard alors qu'il avait seulement repris cette appellation que je lui avais proposée. Comme quoi j'étais devenue complètement rocardienne...

Je garderai aussi de ces années à Matignon le souvenir d'un homme d'Etat qui savait faire travailler ses ministres, même ceux qui auraient souhaité ne dépendre que de François Mitterrand. Pour faire avancer le renouveau du service public, nous avons eu l' idée d'un séminaire gouvernemental où les ministres devaient venir seuls, sans aucun membre de leur cabinet. Cela les obligeait à connaître et à présenter eux-mêmes leurs dossiers. J' y participais avec Jean Paul Huchon et j' ai pu observer l' habileté et l' autorité dont Michel Rocard savait faire preuve. Lorsque Michel Rocard quitte Matignon, son bilan est imposant. Et les Français l'ont reconnu. Leur opinion sur les services publics s'était retournée. Elle était devenue largement positive. Et l'opinion des fonctionnaires comme leur moral avaient évolué dans le même sens. Cela ne s'est plus jamais produit par la suite.

Michel Rocard était un homme politique qui savait mobiliser la pensée, la parole et l'action. La plupart de ceux qui se sont succédé ensuite à Matignon ou à l' Elysée n'ont eu ni l' ambition ni les capacités de faire tout cela à la fois. Certains se sont contentés de la parole dont les Français sentent bien la vacuité faute de s'appuyer sur un projet et des convictions profondes. D'autres ont tenté d'ajouter l'action à la parole mais leurs projets sont restés inaboutis et

inefficaces car ils ne reposaient pas sur une réflexion politique structurée, née d'un dialogue permanent avec tous les acteurs sociaux et d'une confrontation constante entre l' idéal et le réel. Michel Rocard nous manque.

Sylvie FRANÇOIS

Une date, un moment...

Pierre Bérégovoy et Michel Rocard : héritiers de Pierre Mendès France



Michel Rocard et Pierre Bérégovoy : les cousins de la social-démocratie

Etranges destins que ceux de Michel Rocard et Pierre Bérégovoy.

Tous deux sont sur des positionnements politiques proches, héritiers de Pierre Mendès France et pourtant ils vont longtemps s'opposer avant de gouverner ensemble la France.

Les milieux sociaux des deux hommes sont très distincts. Pierre Bérégovoy est issu d'une famille modeste, son père, russe blanc menchevik, n'est naturalisé qu'en 1930. Pierre Bérégovoy devra arrêter ses études quand celui-ci tombera gravement malade.

Entré à la SNCF pendant la guerre, il participera à la Résistance, alors que Michel Rocard n'était encore qu'adolescent.

Ce moment de la guerre est toutefois un choc pour les deux hommes et scelle leur vocation de politique, afin de forger un monde meilleur.

Cet engagement va toutefois prendre des formes très différentes. C'est sur son lieu de travail, Gaz De France, que Pierre Bérégovoy va connaître ses premiers engagements, alors que Michel Rocard obtient ses premières responsabilités comme responsable des étudiants socialistes de Sciences Po.

La figure de Pierre Mendès France va avoir sur tous les deux une forte attraction. Il incarne alors à gauche le renouveau, ainsi que la réconciliation du socialisme avec le réel. C'est à sa suite que Pierre Bérégovoy quitte la SFIO pour rejoindre le PSA en 1958, parti dans lequel Michel Rocard est déjà actif, puis le PSU en 1960.

La prise de distance entre Pierre Mendès France et son parti va toutefois amener Pierre Bérégovoy à quitter le PSU en 1967, rejoignant deux ans plus tard le Nouveau parti socialiste.

A partir de la prise de direction de François Mitterrand en 1971, il va s'imposer comme un de ses proches, ce qui lui vaut de devenir en 1973 secrétaire national aux affaires sociales, puis chargé des affaires extérieures à partir de 1975. Ce n'est qu'à ce moment que Michel Rocard rejoint le PS.

Durant l'affrontement entre Michel Rocard et François Mitterrand à la fin des années 1970, c'est clairement pour ce

dernier que Pierre Bérégo voy prend parti. Il démissionne de la direction de la revue "Faire" en 1978 pour protester contre l'influence trop grande qu'y auraient les rocardiens.

Ce n'est vraiment qu'au gouvernement que les deux hommes se retrouvent. Tous deux retiennent de Pierre Mendès France que la lutte contre l'inflation est une priorité au risque que toute augmentation des salaires soit rendue caduque. Ce qui les amène à regarder avec scepticisme le plan de relance de 1981. Alors que Michel Rocard est nommé Premier ministre en 1988 – après que François Mitterrand ait hésité à nommer Pierre Bérégo voy dont il était plus proche – Pierre Bérégo voy conserve le ministère de l'économie et des Finances dont il avait déjà la direction entre 1984 et 1986. Pendant trois ans, les deux hommes vont gouverner en bonne entente, ce qui n'empêche pas des nuages dans leurs rapports.

Ainsi Pierre Bérégo voy montre des désaccords sur la manière dont est menée la réforme des PTT dont il craint les conséquences sociales (cf. le colloque que nous avons consacré à cette réforme). L'opposition la plus importante concerne la Contribution sociale généralisée.

Pierre Bérégo voy y est défavorable et le fera savoir, y compris dans la presse.

Mais Pierre Bérégo voy ne fera pas partie de ceux qui ont cherché à anticiper le départ de Michel Rocard, pour mieux le remplacer. A son suicide en 1993, Michel Rocard fait part de sa vive et profonde émotion et ne cessera par la suite de rendre hommage à l'homme politique qu'il était. Il sera ainsi amené à introduire un colloque qui lui était consacré en 1997 et dont nous publions l'intervention. En 1995, c'est également son nom qui est donné au gymnase de Conflans-Sainte-Honorine.

Ces destins entrecroisés nous montrent que la social-démocratie à la française peut prendre mille visages, ce qui n'enlève rien à son unité de vue.

Photo : Michel Rocard et Pierre Bérégo voy à la tribune des Assises du socialisme, 1974

+ Hommage de Michel Rocard à Pierre Bérégo voy le 2 mai 1993 sur TF1

+ Intervention de Michel Rocard au colloque consacré en 1996 à Pierre Bérégo voy

Témoignage d'Olivier Rousselle, ancien conseiller de Pierre Bérégo voy



1.- Pierre Bérégo voy et Michel Rocard, que leur proximité avec Pierre Mendès France aurait pu rapprocher, se sont longuement opposés au plan politique, au PSU d'abord, puis au PS (en 1978, Pierre Bérégo voy démissionne du comité de la revue « Faire » en protestation contre la montée en puissance du courant rocardien). Arrivait-il à Pierre Bérégo voy d'évoquer ses différends politiques avec Michel Rocard et si oui, comment les caractérisait-il ?

Pierre Bérégo voy est né en 1925, Michel Rocard en 1930. Donc ils sont de générations assez proches. C'est un long compagnonnage. Avec des nuances, mais une grande estime réciproque. Quand on voit les textes élaborés par les uns et les autres, on est stupéfait par le niveau. C'est une génération qui a beaucoup rencontré, beaucoup milité.

Je n'étais pas ses côtés durant ces années, ne l'ayant rencontré qu'à partir de 1982. Il y a deux témoins de l'époque : Harris Puisais, qui était au PSU avec lui et qui avait été conseiller de Pierre Mendès France, et Régis

Paranque qui était un jeune radical mendésiste.

Comment expliquer cet écart de la perception politique durant les années PS ?

D'abord le positionnement commun : SFIO, PSA, PSU. Les deux se retrouvent sur les thématiques importantes : Guerre d'Algérie, autogestion. Mais la divergence apparaît dès 1967. Pierre Bérégo voy quitte le PSU à ce moment-là. En 68, le stade Charléty et l'utilisation de Pierre Mendès France dans cette séquence lui déplaisent. En découle une divergence entre Pierre Bérégo voy, syndicaliste, membre de FO et qui considère que Mai 68 est une agitation

essentiellement étudiante, et Michel Rocard qui surfe sur ce déferlement d'idées. Pierre Bérégovoy a aussi une vision plus classique des rapports de force et notamment entre salariés et patrons. Il quitte donc le PSU et rejoint alors Alain Savary en 1969 pour refonder un parti socialiste. Michel Rocard reste au PSU, alors que Pierre Bérégovoy considère ce dernier comme miné par une dérive gauchiste.

En 1971, à Épinay, Pierre Bérégovoy est dans la minorité du PS car savaryste. Mais il rejoint la majorité par la suite en raison de sa volonté d'union de la gauche, mais aussi en raison d'une vision plus jacobine que girondine de l'action de l'État. C'est sans doute un héritage de son action syndicale où l'on raisonne davantage par accords nationaux.

Quand Michel Rocard rejoint le PS en 1974, il y a cette divergence déjà présente entre deux cultures, deuxième et première gauche. Cela peut expliquer leur positionnement différent au moment du congrès de Metz en 1979.

D'autant que Pierre Bérégovoy s'est rapproché de François Mitterrand dont il partage une partie de la vision politique : conquête de l'État rigoureuse, approche de la politique. Il est aussi reconnu par ce dernier notamment pour ses compétences en matière sociale. Il est un de ceux au PS qui connaissent le mieux l'entreprise de l'intérieur, comme ouvrier puis comme dirigeant de filiale de Gaz De France. Ses qualités de rigueur et de synthèse sont appréciées de François Mitterrand. Il n'est pas du premier cercle, mais fait partie de ces personnalités qui complètent le dispositif par ses connaissances.

2.- Plusieurs historiens ont rapporté qu'en 1983, Pierre Bérégovoy faisait partie des « visiteurs du soir » qui conseillaient à François Mitterrand une sortie du SME, à rebours des sentiments européens qu'il a toujours affichés. Pouvez-vous nous dire comment il percevait cette réorientation majeure du premier septennat de François Mitterrand que l'on a baptisée « tournant de la rigueur » ?

Dans les visiteurs du soir, il y a des approches très différentes : Jean Riboud, chef d'entreprise, et des membres du gouvernement comme Laurent Fabius ou Jean-Pierre Chevènement.

Il y avait de vraies divergences entre ceux qui voulaient sortir du serpent monétaire et ceux, comme Pierre Bérégovoy, qui voulaient s'adapter face aux menaces contre le franc et à la situation contracyclique de la France. Il y avait ceux qui voulaient négocier avec l'Allemagne, et ceux, comme Pierre Bérégovoy, qui voulaient conjoncturellement faire une politique de rigueur nécessaire, mais qui ne peut se placer sous la bannière de l'Europe. Son idée était de sortir pendant une période déterminée du SME pour afficher que l'on mène une politique différente, française. À l'issue de cette période, quand les comptes seront plus en phase avec les exigences externes, on reviendra la tête haute, sans passer sous les fourches Caudines allemandes. Cela veut dire des mesures économiques draconiennes, notamment une politique très stricte de contrôle des changes. Ce qui sera effectivement fait. Dans le plan Delors de mars 1983, de telles mesures seront prises, avec notamment cet encadrement de la dotation en devises pour les touristes français, dont on se souvient, mais aussi une limitation des dépenses publiques. Pierre Bérégovoy pensait qu'il fallait assumer le choc nationalement, dans une période intermédiaire, pour revenir plus forts dans l'Europe. Il partageait aussi avec Laurent Fabius l'exigence de réindustrialisation de la France.

Est-ce qu'une telle politique aurait été sanctionnée par les marchés ? Cela reste ouvert.

Se posait aussi la question de la succession de Pierre Mauroy, donc le jeu se faisait en dehors de Michel Rocard. Il était surtout entre Pierre Mauroy, Jacques Delors et Laurent Fabius. C'est au final une période assez courte. Pierre Bérégovoy était en compétition avec Jacques Delors à ce moment-là et candidat au poste de ministre de l'Économie et des Finances. C'était l'un des rêves de sa carrière. Cela correspondait à des investissements intellectuels importants faits auprès de Mendès qui lui avait donné le goût de l'économie.

Dans cette opération, Pierre Mauroy reste et Pierre Bérégovoy obtient le ministère des Affaires sociales étendu à l'emploi. Il s'y attèle immédiatement en responsable discipliné et sérieux.

3.- Pendant la période où Michel Rocard est à Matignon, aucun conflit n'apparaît aux yeux de l'opinion entre le Premier ministre et son ministre de l'Économie et des Finances, qui semblent unis dans la volonté de mener une politique économique rigoureuse. Pourtant, les carnets de Michel Rocard laissent entrevoir d'assez nombreux désaccords sur des réformes comme celle du ministère des PTT ou bien sûr la CSG. Comment Pierre Bérégovoy analysait-il ces désaccords avec ses collaborateurs ? Comme des différents essentiellement techniques ou comme des choix politiques opposés ?

En 1988, il y a une rivalité directe entre Michel Rocard et Pierre Bérégovoy pour devenir Premier ministre. Michel Rocard est finalement choisi. Toute la mise en place de la politique économique se passe bien. Il y a une période de forte croissance. Sur la politique fiscale, l'accord est total. On crée le RMI, on baisse la TVA, on met en place des crédits d'impôt pour la recherche et l'aménagement du temps de travail, l'éducation devient le premier budget de l'État. Tout cela donne lieu à un accord entre les deux hommes et dans les instances socialistes, cette politique est défendue de concert par les soutiens des deux hommes, Alain Richard et Michel Sapin en particulier. Le climat social est apaisé et efficace.

Si on regarde sur les arbitrages budgétaires de l'époque, sur l'Éducation nationale notamment, il n'y a pas de confrontation. Il y a le rôle permanent du ministre de l'Économie pour serrer la dépense et maintenir la parité du franc avec le mark. Entre 1988 et 1993, la parité est stricte, comme cela avait été le cas entre 1984 et 1986. C'est ce que Pierre Bérégovoy appelle « le pouvoir d'achat de la monnaie ». Cela n'est pas remis en cause par Michel Rocard. Les critiques à l'égard du franc fort ne sont pas partagées par le Premier ministre. Et Pierre Bérégovoy à Matignon choisira Michel Sapin, qui vient du rocardisme, comme ministre de l'Économie et des Finances, preuve d'une assez grande convergence de vues. Des débats plus précis, il y a pu y en avoir avec les économistes de Matignon mais ils sont très circonscrits. Dans cette période, il y a une forte croissance et les recettes rentrent bien. Sur la réforme des PTT, c'est une question mitterrando-miterrandienne. La réforme est très difficile. Le ministre, Paul Quilès, veut donner une compensation à La Poste en créant la Banque postale. Mais plusieurs difficultés se posent : la qualification des personnels, la mise en place d'une législation bancaire qui devra s'appliquer à La Poste, des questions de droit de la concurrence avec une hostilité des banques traditionnelles qui n'apprécient par l'arrivée de ce nouveau concurrent. Toutes ces questions ne sont pas prêtes à ce moment-là. Bercy fait remonter la nécessité de cette préparation législative. Les arguments du ministère de l'Économie et des Finances sont bien compris par Matignon. Il n'y a pas de conflit, mais simplement le positionnement de Michel Rocard pour arbitrer entre deux poids lourds mitterrandistes.

4.- La CSG a été le moment de tension le plus emblématique entre Matignon et Bercy. Le cabinet de Michel Rocard soupçonnait celui de Pierre Bérégovoy d'alimenter la presse en rumeurs hostiles. Qu'est-ce qui, au fond des choses, expliquait les réserves ou même l'hostilité de Pierre Bérégovoy pour une réforme aujourd'hui admise par tous et largement utilisée par les gouvernements successifs ?

Sur la CSG, il n'y a pas de conflit pour ou contre la CSG. Quand le RMI est mis en place, se pose le problème de son financement, ainsi que des minimums vieillesse. La CSG devait rapporter 35 milliards de francs. Pour Claude Evin, cela doit financer la sécurité sociale. Pierre Bérégovoy pense qu'elle doit financer les aides sociales.

Il y a deux projets en compétition : la CSS, contribution sociale de solidarité, avec des recettes qui vont au budget de l'État. Pierre Bérégovoy considère que le caractère élargi de l'assiette de la CSG, notamment aux revenus du capital, va dans le bon sens, mais il s'inquiète de l'aggravation des prélèvements sur les retraités, les chômeurs et les catégories sociales défavorisées que peut comporter la réforme. Les catégories populaires pourraient le ressentir comme un nouvel impôt. Le projet de CSS consiste à compenser cette nouvelle contribution par des baisses de cotisations sociales, et à financer le RMI plus que la sécurité sociale. Il y aura un arbitrage et le projet final sera assez équilibré entre ces approches.

Il y aura certes l'épisode du *Canard Enchaîné*, où Jean-Paul Huchon dit qu'il « faudra passer sur le corps de Pierre Bérégovoy », sur lequel il existe plusieurs versions contradictoires, comme sur certains échos de presse. Les camarades rocardiens pensent qu'André Gauron, qui est loin d'être un rocardien convaincu, en est responsable. Jean-Paul Huchon ne reste pas inerte non plus. Ce qui est clair, c'est que Michel Rocard comme Pierre Bérégovoy faisaient beaucoup de pédagogie avec les journalistes. Il y a pu y avoir des conflits de conseillers, mais on voit que cette différence d'approche CSG ou CSS méritait le débat. Le fait qu'il fallait faire cette réforme n'a par contre pas fait débat. Finalement, cette réforme aboutira à une assiette très élargie, sans les inconvénients de prélèvements supplémentaires pour les classes populaires. Au Parlement, la réforme a fait l'objet d'une mobilisation commune et solidaire : Yves Lyon-Caen, Philippe Wahl, Guy Carcassonne, Manuel Valls et moi-même avons travaillé en parfaite harmonie.

Au sein du PS, il y a effectivement une remise en cause de la politique économique par Henri Emmanuelli, mais elle n'obtient pas de majorité dans les instances. Les rocardiens n'adhèrent pas à cette ligne-là.

5. Le Congrès de Rennes (15-18 mars 1990) a-t-il été un moment de tensions particulières entre Pierre Bérégovoy et Michel Rocard ? Comment Pierre Bérégovoy s'est-il positionné dans cette lutte entre mitterrandistes pour la conquête du PS ?

Au Congrès de Rennes, Pierre Bérégovoy soutient Laurent Fabius sans ambiguïtés.

Il y a certes des groupes qui cherchent à faire le lien entre jeunes rocardiens et jeunes fabusiens pour essayer de les rapprocher autour du socialisme moderne. Jean Poperen aussi a joué un rôle. Au final la ligne Jospin-Rocard autour de Mauroy l'emporte .

6. Quelle est la position de Pierre Bérégovoy lors du départ de Michel Rocard de Matignon ? Se prépare-t-il à être son successeur ?

Le départ de Michel Rocard est une surprise pour lui. Mais il reste proche de François Mitterrand, donc n'exerce pas d'esprit critique sur cette décision.

Le moment où Pierre Bérégovoy croit le plus à Matignon, c'est en 1988. Il a été le directeur de campagne et a

beaucoup investi dans l'opposition. Ensuite, il y a le contexte du congrès de Rennes qui fait qu'il n'est plus dans la stratégie d'accès à Matignon. Et lorsque cela arrive en 1992, c'est une surprise pour lui, il n'était plus vraiment candidat.

Il y a un gros conflit lorsque Edith Cresson arrive à Matignon. Ce n'est pas seulement de son fait à lui. Il y a une rupture dans la gestion de Matignon, avec des relations tendues avec les grands ministres traditionnels. Les relations excellentes avec Rocard sont maintenues, même après son départ de Matignon. Il est destinataire d'études, d'avis. Il y a aussi un dialogue qui continue à se faire sur les orientations économiques. Surtout que Michel Rocard redevient un leader au sein du PS. Les deux hommes continuent à se voir et à se parler.

Olivier ROUSSELLE

Ancien conseiller parlementaire, il préside aujourd'hui l'association des anciens membres du cabinet de Pierre Bérégovoy.

Propos recueillis par Pierre-Emmanuel Guigo

La mise en oeuvre de la CSG, par Manon Mathieu-Groult

Vers la fiscalisation du financement de la Sécurité sociale : la création de la contribution sociale généralisée

La contribution sociale généralisée (CSG), instituée le 29 décembre 1990 par la loi de Finances pour 1991^[1], est le fruit d'une longue réflexion concernant la nécessaire adaptation du mode de financement de la Sécurité sociale depuis le milieu des années 1970. Le système de financement conçu en 1945 était exclusivement fondé sur la cotisation sociale, dont le mécanisme correspondait parfaitement à la fois au contexte économique et social d'après-guerre, ainsi qu'au choix d'une protection sociale de type assurantiel. Cependant, ces conditions favorables au maintien exclusif de la cotisation s'érodant progressivement, la question de la diversification se pose.

Il s'agit ici de questionner comment fut mis en œuvre le choix de la fiscalité, qui finit par s'imposer comme la solution la plus adéquate, et dont les logiques répondaient au mieux à la généralisation des prestations.

La présente étude se fonde majoritairement sur un travail d'archives, regroupant celles issues du ministère des Finances, plus particulièrement de la direction du Budget, du Commissariat général au Plan, du cabinet du Premier ministre, ainsi que du ministère des Affaires sociales.

LA CONSTRUCTION TECHNIQUE DE L'IMPOT

Ainsi, le choix ferme et définitif d'instaurer un prélèvement fiscal, alors appelé contribution sociale de solidarité fut officialisé en octobre en conseil des ministres par Michel Rocard, Premier ministre de l'époque. Ce fut notamment ce dernier, accompagné par le ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale^[1], Claude Évin, qui soutinrent le projet de ses prémices à sa concrétisation.

La création de la CSG, tout premier grand impôt synthétique affecté de façon pérenne au financement de la Sécurité sociale, engendra tout un ensemble de considérations techniques à prendre en compte concernant l'élaboration de ses caractéristiques. En effet, il s'agissait d'intégrer un nouveau prélèvement à la fois dans un système de financement bâti sur le modèle de la cotisation sociale, mais aussi dans la structure fiscale. De plus, la CSG était porteuse d'un objectif précis : il s'agissait d'une réforme de « justice sociale », visant à diversifier et élargir le mode de financement de la Sécurité sociale, sans en accroître les recettes. En effet, le nouveau prélèvement était ainsi pensé comme une opération financièrement blanche.

[POUR LIRE LA SUITE DE L'ARTICLE CLIQUER SUR LE LIEN CI-DESSOUS](#)

Manon MATHIEU-GROULT

Diplômée en master 2 d'histoire à l'Université Paris-I

 **Article de Manon Mathieu-Groult**

S'ABONNER

MODIFIER VOTRE ABONNEMENT

CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

SE DÉSINSCRIRE

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com